

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE  
PRÉFECTURE DE LA SOMME

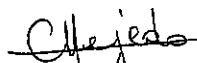
Direction des Actions  
Interministérielles

Urbanisme et Environnement  
3<sup>ème</sup> Bureau  
Commune du CROTOY  
S.A.S. « SAMOG »

**ARRÊTÉ du 25 mars 2005**

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME**

Pour le préfet et par délégation :  
L'attachée, chef de bureau,

  
Caroline TEJEDO

**Le préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 511.1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2004 portant délégation de signature de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 26 mai 1986 à la société des Carrières de Rue relative à l'installation, sur le territoire de la commune du CROTOY, d'une installation de criblage concassage de sables et galets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1994 autorisant la S.A.R.L. « S.C.R. », siège social : Chemin de Barre Mer au CROTOY (80550), à exploiter pour une durée de 20 ans une carrière de sables et galets sur le territoire de la commune du CROTOY, aux lieux-dits « La Bassée », « Mayocq », « Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue » et « Au Chemin de Rue », parcelles cadastrées sections BA n°4 à 8, 26, AZ n°2 à 10, 12, 23p, 26, 27, 56, 110, 112 à 135, 146p1, 147p1, chemin de Barre Mer pour partie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002 actualisant la situation administrative de l'installation de premier traitement de matériaux de carrières exploitée par la S.A.R.L. « S.C.R. », siège social : Chemin de Barre Mer au CROTOY (80550), sur le territoire de la commune précitée, au lieu-dit « Chemin de Rue », parcelles cadastrées section AZ n° 112 à 123 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2004 autorisant la S.A.S. « SAMOG » à se substituer à la S.A.R.L. « S.C.R. » dans l'exploitation de la carrière sable et galets et les installations de premier traitement des matériaux de carrières susvisées réglementées par les arrêtés préfectoraux des 8 juillet 1994 et 8 avril 2002 ;

Vu la demande présentée le 17 juin 2004 par la S.A.S. « SAMOG », siège social : CD 49, Hameau du Bourbel à NESLE-NORMANDEUSE (76340), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de criblage concassage d'une puissance installée de 520 kW sur le territoire de la commune du CROTOY, au lieu-dit « Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue », parcelles cadastrées section AZ n° 53 à 55 ;

Vu la décision du président du tribunal administratif d'AMIENS du 28 juin 2004 portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 août 2004 organisant une enquête publique sur cette demande à la mairie du CROTOY du lundi 13 septembre 2004 au mardi 12 octobre 2004 ;

Vu le registre d'enquête déposé à la mairie du CROTOY ;

Vu le mémoire en réponse produit par la S.A.S. « SAMOG » suite aux observations émises pendant l'enquête publique ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur réceptionnés en préfecture le 15 novembre 2004 ;

Vu l'avis du directeur régional de France Télécom de Picardie du 20 août 2004 ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme du 23 août 2004 ;

Vu l'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme du 27 septembre 2004 ;

Vu l'avis du directeur régional des affaires culturelles de Picardie du 7 octobre 2004 ;

Vu l'avis de la directrice départementale de l'équipement de la Somme du 26 octobre 2004 ;

Vu l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme du 7 décembre 2004 ;

Vu l'avis du sous-préfet d'ABBEVILLE du 2 décembre 2004 ;

Vu les rapports et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 novembre 2004,

Le pétitionnaire entendu ;

Vu l'avis motivé de la commission départementale des carrières en date du 9 mars 2005 ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L. 541-10. du code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publique et technique et de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 541-1. de ce même code notamment la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publiques ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## - ARRÊTE -

### Article 1<sup>er</sup> : Autorisation

Sous réserve des droits des tiers, réserve du respect des dispositions édictées ci-après et de celles pouvant être prescrites par voie d'arrêté complémentaire, la S.A.S « SAMOG » dont le siège social est fixé à Nesle-Normandeuse, CD 49, Hameau du Bourbel (76340), est autorisée à exploiter une installation de premier traitement de matériaux de carrières sur le territoire de la commune du Crottoy, au lieu-dit « Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue », parcelles cadastrées section AZ n° 53 à 55.

Les activités concernées sont reprises dans le tableau qui suit.

Rubrique	Désignation de l'activité	Régime
2515 1°	Broyage, concassage, criblage, ... de pierres, cailloux, ... et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourrant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 200 kW (520 kW)	autorisation
2517 2°	Station de transit de produits minéraux solides, la capacité de stockage étant comprise entre 15 000 et 75 000 m3 (25 000 m3)	déclaration

La présente autorisation cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de sa notification, ou si elle n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'exploitation des installations visées par le présent arrêté restera par ailleurs soumise aux lois et règlements qui la concernent et notamment aux dispositions prises en application de l'article 107 du code minier (police des mines et des carrières, RGIE) et de l'arrêté ministériel du 26 décembre 1995 relatif à la création d'une structure fonctionnelle ou au recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières.

Les dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, sont applicables.

**CHAPITRE I -  
GÉNÉRALITÉS**

**ARTICLE 2 :**

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux engagements, valeurs annoncées, plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent aux installations susvisées et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients de l'ensemble des activités.

**ARTICLE 3 :**

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, la captation à la source, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et, la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols, y compris par les eaux pluviales.

**ARTICLE 4 : Intégration dans l'environnement**

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour intégrer le site dans son environnement et limiter l'impact visuel des installations.

Un merlon terreux de 4 mètres de hauteur sera mis en place à la périphérie de l'installation, au sud, en limite de la parcelle 52, et à l'est, en limite des VC 3 et 10 et des parcelles 53 à 56. Ce merlon sera enherbé et doublé, pour sa partie longeant les chemins précités, d'un rideau d'arbres et d'arbustes d'essence locales.

A cet effet, les dispositions prévues dans l'étude paysagère jointe au dossier de demande d'autorisation seront mises en œuvre.

Les bâtiments et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence.

**ARTICLE 5 : Modifications, transferts et cessation d'activité**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

En cas de mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant en informe le Préfet au moins un mois avant la date d'arrêt prévue et adresse simultanément une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux. Cette déclaration sera présentée et instruite conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

La même procédure sera appliquée en cas de renonciation totale ou partielle de la présente autorisation.

**ARTICLE 6 : Signalement des incidents et accidents**

L'exploitant est tenu de déclarer « dans les meilleurs délais » à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait de fonctionnement de ses

installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement.

L'exploitant fournira à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.

Tout fait de pollution accidentelle des eaux devra également être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du service de police des eaux.

#### **ARTICLE 7 : Contrôles et analyses**

L'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides et gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Elle pourra également demander toute mesure de contrôle de l'impact des installations de l'entreprise sur l'environnement.

L'ensemble des frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sera à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 8 : Prévention des dangers et nuisances**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté par l'exploitant à la connaissance du préfet.

#### **ARTICLE 9 : Occupation du site**

Le site sera à usage strictement industriel et ne sera ni occupé, ni habité par des tiers. En outre, les activités de loisirs ou de sports y seront prohibées.

Il sera maintenu propre et entretenu en permanence. Ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront aménagés et maintenus en bon état de propreté (plantations, engazonnement...). Leur entretien devra être réalisé mécaniquement et non par épandage de pesticides ou herbicides rémanents.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

#### **ARTICLE 10 : Conditions de circulation à l'extérieur du site**

L'accès aux voies publiques se fera après réalisation préalable des aménagements demandés et accord écrit des services ou collectivités compétents. Un constat des lieux contradictoire sera établi si les collectivités le souhaitent.

L'exploitant assurera l'entretien régulier de cet accès aux installations et le nettoyage de la voie publique autant que nécessaire.

Une signalisation réglementaire devra être installée et régulièrement entretenue.

Le bénéficiaire prendra en charge les frais occasionnés par ces aménagements ainsi que les dommages générés par ses activités et ceux nécessaires pour les travaux de renforcement, d'entretien ou de réparations qui résulteraient d'une évolution anormale des conditions de stabilité et de sécurité de la voirie existante, et ce, à la fois au droit des accès à l'établissement et sur les itinéraires d'approche ou de diffusion.

### **ARTICLE 11 : Accès aux installations**

Les accès aux installations devront être limités en fonction des besoins normaux et garantis par une barrière mobile, de manière à interdire l'accès au site à tout véhicule étranger à l'entreprise.

L'accès de toute zone dangereuse de l'installation devra être interdit par une clôture solide et efficace, ou tout autre dispositif équivalent, qui sera continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle sera régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant.

Des pancartes placées d'une part sur le chemin d'accès, d'autre part à proximité des zones clôturées signaleront le danger.

En dehors des périodes ouvrées, l'établissement devra être fermé à clef. Des pancartes rappelleront l'interdiction de pénétrer.

### **ARTICLE 12 : Circulation à l'intérieur du site**

Un plan de circulation sera établi et réactualisé de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant portera ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...). La signalisation sera celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Le plan de circulation à jour sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Des dispositions appropriées seront prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques ne puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les emplacements des moyens de secours seront signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.

### **ARTICLE 13 : Transport, chargement et déchargement des produits dangereux pour l'environnement**

Les produits dits dangereux sont ceux visés par la réglementation sur le Transport des Matières Dangereuses.

Le chargement et le déchargement des produits précités se feront en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des produits, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des produits concernés et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

## **CHAPITRE II - SECURITE**

### **ARTICLE 14 : Organisation des secours**

Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

### **ARTICLE 15 : Accès de secours et voies de circulation**

Les installations seront en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services de secours puissent évoluer sans difficulté.

### **ARTICLE 16 : Incendie - Sinistres**

Le site sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un poteau d'incendie ou d'une zone de pompage aménagée selon les directives du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des installations et des locaux facilitant l'intervention de ces services.

Ces matériels seront entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **ARTICLE 17 : Formation du personnel**

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à l'environnement.

## **CHAPITRE III - EAUX**

### **ARTICLE 18 : Généralités**

Toute infiltration, directe ou indirecte d'effluents ou d'eaux de procédé polluées ainsi que de matières polluantes ou toxiques est interdite, y compris dans le cas d'effluents qui pourraient résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.

### **ARTICLE 19 : Réseau de collecte**

Les réseaux, canalisations et ouvrages devront être étanches, capables de résister à l'action corrosive des produits qu'ils sont susceptibles de véhiculer.

Ces réseaux devront être régulièrement vérifiés et entretenus.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Un plan des réseaux de collecte devra être établi ; il devra faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure et d'échantillonnage, vannes manuelles et automatiques et autres ouvrages de stockage et traitement intermédiaires. Il sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que du service d'incendie et de secours.

## **ARTICLE 20 : Prévention des pollutions accidentelles**

20.1 - Tout stockage de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines devra être muni d'une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

20.2 - Les niveaux des réservoirs fixes doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et, pour les stockages enterrés, par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

20.3 - Lorsque le stockage sera constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des rétentions si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale du stockage avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

20.4 - La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides ; il en est de même du dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

20.5 - Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés dans la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

20.6 - Tout déversement accidentel dans les capacités de rétention devra être repris sans tarder et être stocké dans des récipients appropriés. Les produits récupérés en cas d'accident qui ne peuvent être rejetés doivent être éliminés comme des déchets.

20.7 - Les transports de produits à l'intérieur de l'établissement doivent être effectués avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Les stockages de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (liquéfiés), doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

20.8 - Les stocks de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

20.9 - L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches des données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

20.10 - A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles des dangers, conformément s'il y a lieu à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

20.11 - Pour les engins pour lesquels le remplissage des réservoirs en carburant ou en huile serait irréalisable sur une aire étanche, l'exploitant établira une consigne définissant la conduite à tenir pour éviter les incidents ou accidents pouvant être à l'origine d'une pollution, celle à tenir pour réparer en particulier les conséquences d'un épanchement de produits polluants et s'assurera autant que nécessaire que cette consigne est connue du personnel et effectivement respectée.

Toute fuite sur un engin conditionnera l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate qui s'impose.

Les engins d'exploitation seront équipés de moyens de lutte contre l'incendie, constitués par des extincteurs adaptés aux risques.

## **ARTICLE 21 : Consignes**

L'exploitant établira une consigne définissant la conduite à tenir en cas de déversement ou de pollution accidentelle.



## **ARTICLE 22 : Origine et utilisation de l'eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau public de distribution d'eau potable pour les usages sanitaires, et de la nappe pour le traitement des matériaux.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

L'usage du réseau d'incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

## **ARTICLE 23 : Séparation et protection des eaux**

Le réseau des eaux potables sera clairement identifiable. Le plan des circuits internes devra être mis à jour régulièrement et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ce plan devra également faire apparaître clairement les différents postes utilisateurs d'eau référencés de l'indice T ainsi que les éventuels produits (chimiques, toxiques...) qui leurs sont associés :

- T1 : usage sanitaire et alimentaire ;
- T2 : usage technique (chauffage, arrosage...) ;
- T3 : usage professionnel (industriel, incendie).

## **ARTICLE 24 : Eaux résiduaires industrielles**

Tout rejet direct d'eaux résiduaires dans le milieu naturel est interdit ; sont considérées comme eaux résiduaires toutes les eaux n'ayant pas conservé leur qualité chimique d'origine du fait de leur emploi par l'exploitant à des fins non domestiques.

Tout déversement d'eau résiduaire en nappe souterraine direct ou indirect, total ou partiel, est interdit.

## **ARTICLE 25 : Eaux de lavage**

Les eaux de lavage des sols et machines seront traitées comme les eaux industrielles de l'établissement.

Conformément au décret n°77-1154 du 28 décembre 1977, les détergents éventuellement utilisés seront biodégradables à 90%.

## **ARTICLE 26 : Eaux pluviales**

Les eaux pluviales susceptibles d'avoir été souillées feront l'objet d'un traitement adapté permettant d'assurer avant leur rejet dans le milieu naturel, les valeurs limites suivantes :

- hydrocarbures : 50 mg/l,
- MES : 100 mg/l.

## **ARTICLE 27 : Eaux sanitaires**

Les eaux sanitaires de l'établissement seront collectées par un réseau spécifique et seront traitées par un dispositif d'assainissement unitaire.

**ARTICLE 29 :**

L'émission dans l'atmosphère de fumées, poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux seront aussi complets et efficaces que possibles. La concentration du rejet concernant les poussières devra être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions de température - 273 Kelvin - et de pression - 101.3 kilo Pascal - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec).

Des arrosages seront pratiqués en tant que de besoin pour lutter contre l'envol des poussières.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussière ou d'épandage de boue sur les voies de circulation publiques.

<b>CHAPITRE V - DÉCHETS</b>
-----------------------------

**ARTICLE 30 : Collecte, stockage, élimination des déchets propres à l'entreprise**

L'exploitant mettra en place une collecte sélective des déchets de manière à séparer les déchets banals des déchets spéciaux et à favoriser leur réutilisation éventuelle.

Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. Les déchets inflammables seront stockés dans des conteneurs incombustibles et étanches et devront être enlevés régulièrement.

Les déchets d'emballage seront obligatoirement valorisés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994. Les déchets non recyclables seront éliminés de manière à satisfaire les intérêts visés à l'article L511-1. du code de l'environnement susvisé, par des entreprises et dans des installations autorisées à les recevoir.

Les déchets mis en décharge devront posséder la caractéristique ultime, au sens décrit par l'article L. 541-1 du code de l'environnement. L'exploitant sera tenu de justifier cette caractéristique pour tout déchet éliminé.

Les déchets spéciaux seront acheminés vers un centre agréé à cet effet. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les huiles usagées seront éliminées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié.

<b>CHAPITRE VI - BRUIT</b>
----------------------------

**ARTICLE 31 : Valeurs maximales en limites de propriété**

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatives aux bruits aériens émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux de carrières seront applicables à l'exploitation dans la limite des valeurs reprises ci-dessous :

- période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés 70dB(A),
- période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que dimanches et jours fériés 60dB(A).

De plus, les bruits émis par l'activité du chantier ne doivent pas être à l'origine dans les locaux ou propriétés habités par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 mètres par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à :

- 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB (A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés ;

L'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt, selon les dispositions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985.

#### **ARTICLE 32 : Vérification des valeurs-limites**

L'exploitant fera réaliser à ses frais dès la mise en fonctionnement de la l'installation, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs-limites réglementaires et de l'émergence en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.

#### **ARTICLE 33 : Véhicules et engins de chantier**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc....) gênants pour le voisinage, sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE VII - SANCTIONS ET PUBLICITE**

#### **ARTICLE 34 Sanctions**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11. du code de l'environnement.

#### **Article 38 : Notification et publicité**

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie du Crotoy par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de Crotoy pour être tenue à la disposition du public.

~~Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité leur incombant sera~~  
adressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « L'Action Agricole Picarde ».

**Article 36 : Délai et voie de recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L514.6 du code de l'environnement.

**Article 37** : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le maire du Crotoy, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S « SAMOG » et dont une copie sera adressée aux :

- Directrice départementale de l'équipement de la Somme ;
- Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- Directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- Directeur régional des affaires culturelles de Picardie ;
- Directeur régional de France Télécom de Picardie ;
- Directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 25 MAR. 2005  
Pour le préfet et par délégation :  
La secrétaire générale,



Marcelle PIERROT